



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 24 novembre 2025

Nouveau répit tarifaire pour le Brésil : le café et la viande bovine totalement exemptés des surtaxes américaines

Après avoir supprimé le tarif « réciproque » de 10% sur de nombreuses exportations brésiliennes, les États-Unis ont levé la surtaxe de 40% spécifique au Brésil sur plusieurs produits agricoles, dont le café et la viande bovine. Désormais seules environ 22% des exportations brésiliennes restent soumises à la surtaxe spécifique de 40% infligée au Brésil, principalement dans l'industrie. Le Brésil souhaite poursuivre les négociations pour alléger ces barrières sur ses produits à plus forte valeur ajoutée.

PIX : 5 ans après son lancement, le système de paiement a déjà brassé plus de sept fois le PIB brésilien

Lancé en novembre 2020 par la Banque centrale, le Pix a rapidement rencontré un succès majeur, facilitant l'inclusion financière et réduisant le coût des paiements numériques. Aujourd'hui devenu le 1^{er} moyen de paiement dans le pays, le Pix est utilisé par près de 80% des Brésiliens, soit près de l'entièreté de la population adulte.

Le Brésil atteint en 2024 son niveau de revenu le plus élevé et ses plus faibles taux de pauvreté et d'inégalités depuis 30 ans

Le revenu moyen a augmenté de 70% en termes réels depuis 1995, tandis que le coefficient de Gini a reculé de 18% et que la pauvreté et l'extrême pauvreté ont diminué de 20 et 33 points de pourcentage. Ces progrès ont été particulièrement marqués entre 2021 et 2024. Ils résultent à parts égales du dynamisme du marché du travail et de l'extension des transferts sociaux.

Graphique de la semaine : Encours de la dette publique brute et projections

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+1,3%	+32,0%	158 554
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-1,6%	-33,8%	142
Taux de change USD/BRL	+0,3%	-13,5%	5,35
Taux de change €/BRL	+0,8%	-3,3%	6,20

Note : Données du jeudi à 10h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

LE CHIFFRE A RETENIR :

58,3%

C'est la part des investissements étrangers dans la capitalisation boursière des entreprises cotées au Brésil sur les dix premiers mois de 2025, son plus haut niveau depuis au moins 20 ans. Cette part s'élevait à 55,8% en 2024 et 54,7% en 2023 (source : Santander Brasil)

Actualités macro-économiques & financières

Nouveau répit tarifaire pour le Brésil : le café et la viande bovine totalement exemptés des surtaxes américaines

Les États-Unis ont levé la surtaxe de 40% sur une série de produits agricoles et agroalimentaires brésiliens, tels que le café, la viande bovine, le cacao, l'açaï, la banane ou encore certaines épices. Annoncée le 20 novembre par décret exécutif du président Donald Trump, cette mesure supprime la surtaxe pour 250 produits brésiliens, s'ajoutant aux 700 exceptions déjà existantes. La suspension est rétroactive et concerne les marchandises arrivées aux États-Unis à partir du 13 novembre.

Quelques jours plus tôt, le 14 novembre, l'administration Trump avait déjà levé les tarifs dits « réciproques » de 10%¹ sur près de 200 produits alimentaires, notamment le café et la viande bovine, qui ne restaient alors soumis qu'à la surtaxe de 40% (contre 50% auparavant – voir [brèves du 17 novembre 2025](#)).

Contrairement au décret du 14 novembre sur les tarifs réciproques, de portée globale pour tous les partenaires commerciaux des États-Unis, la décision de supprimer la surtaxe de 40% ne concerne que le Brésil. Cette taxe, mise en œuvre en août dans un contexte perçu comme une sanction politique liée au procès de l'ancien président Jair Bolsonaro, allié politique de Trump, visait spécifiquement les exportations brésiliennes. Les produits concernés par les deux décisions récentes (café, viande, fruits, etc.) retrouvent

désormais les taux d'exportation en vigueur avant le *Liberation Day*.

Selon les données du ministère du Commerce brésilien, la structure tarifaire actuelle applicable aux exportations brésiliennes vers les États-Unis est désormais la suivante :

- **36% des exportations ne sont désormais soumises à aucune surtaxe** (comme le café et la viande bovine), appliquant les taux antérieurs au *Liberation Day* ;
- **15% restent soumis aux tarifs réciproques de 10%** ;
- **22% demeurent assujettis à une surtaxe de 40% ou 50% (10% + 40%)** ;
- **27% relèvent des tarifs appliqués à l'ensemble des partenaires commerciaux des États-Unis** (notamment sur l'acier et l'aluminium).

Le gouvernement brésilien a salué cette levée des droits de douane, fruit de négociations directes entre Lula et Trump, alors que l'administration américaine fait face à une pression croissante liée à la hausse de l'inflation nationale.

Contrairement à plusieurs voisins ayant récemment conclu des accords impliquant une ouverture importante de leurs marchés aux produits américains, **le Brésil a jusqu'à présent évité de faire de lourdes concessions pour obtenir cette levée des tarifs**.

Ce nouveau répit tarifaire sur les exportations brésiliennes devrait avoir un impact positif, mais limité, sur la balance commerciale du Brésil. La transition ne sera pas immédiate, les analystes locaux prévoyant un effet modéré en 2025. **Les répercussions sur l'inflation brésilienne devraient elles aussi rester contenues**. Selon les données du MDIC, pendant la période où la surtaxe américaine de 50% était en vigueur, une large part des exportations a été réorientée vers d'autres marchés, notamment la Chine,

¹ Instaurés lors du *Liberation Day* en avril dernier.

ce qui a limité l'accroissement de l'offre interne et la baisse des prix sur le marché domestique. Certains produits, comme la viande ou le café, pourraient voir leurs prix évoluer davantage, mais ces effets ne devraient pas se manifester avant la mi-2026, selon la FGV. La plupart des institutions financières maintiennent par ailleurs leurs prévisions d'inflation pour 2025.

Jusqu'à présent, l'agriculture et l'agroalimentaire figuraient parmi les secteurs les plus impactés par la surtaxe américaine. La levée récente des surtaxes de 40% (et de 10% quelques jours plus tôt) sur le café et la viande bovine constitue un véritable soulagement pour les exportateurs brésiliens : les États-Unis sont le premier acheteur du café brésilien, représentant environ 16% des exportations brésiliennes, et le deuxième plus grand marché pour la viande bovine brésilienne, absorbant 12% des exportations du Brésil.

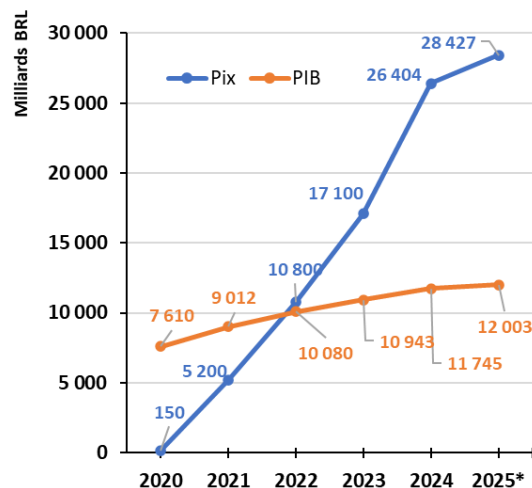
Toutefois, 64% des exportations brésiliennes vers les États-Unis restent soumises à des surtaxes (10%, 40%, 50% ou autres). Cela concerne notamment certains produits agricoles comme le poisson, le miel, le sucre, le tabac, les céréales et le raisin. **Mais ce sont surtout les secteurs à haute valeur ajoutée et les biens d'équipement qui pâtissent le plus,** notamment les produits industriels et manufacturés tels que les machines et les moteurs. À ce jour, aucune exemption généralisée n'a été accordée à ce type d'exportation. Selon une étude du cabinet BMJ, malgré les récentes levées de surtaxes, **les barrières tarifaires américaines pourraient coûter au Brésil plus de 3 Md USD par an en exportations, principalement dans l'industrie.** Le vice-président et ministre du Commerce, G. Alckmin, a indiqué que la prochaine étape des négociations avec Washington visera à réduire ces tarifs qui continuent de pénaliser les produits industriels.

Etude économique & financière

PIX : 5 ans après son lancement, le système de paiement a déjà brassé plus de sept fois le PIB brésilien

Lancé en novembre 2020 par la Banque centrale du Brésil (BCB), le système de paiement instantané Pix célèbre ses cinq ans. Depuis son lancement, il a permis de transférer plus de 88 000 Md BRL (14 200 Md EUR), soit plus de sept fois le PIB du pays². Entre janvier et fin octobre 2025, le volume des transactions a atteint 28 430 Md BRL (4 600 Md EUR), soit près de 2,5 PIB brésiliens, dépassant déjà le total de l'année précédente (26 400 Md BRL).

Montant annuel des transferts via Pix VS PIB du Brésil (en Md BRL)



(Montant Pix 2025 : cumul janvier-octobre ; PIB 2025 : projection basée sur une croissance estimée à 2,2 %)

Source : BCB, IBGE

Le Pix est aujourd'hui le moyen de paiement le plus utilisé au Brésil, représentant 51,2% des opérations en nombre de transactions, devant les

² PIB en 2024 estimé à 11 745 Md BRL.

cartes bancaires³ et la monnaie fiduciaire⁴ (voir [brèves du 6 janvier 2025](#)). Si les transferts de montants élevés sont encore majoritairement réalisés par virements classiques (TED⁵) ou par carte de crédit, le Pix domine largement les paiements du quotidien. **Il est désormais utilisé par près de 162 millions de personnes – soit 76% de la population totale et quasiment l'ensemble de la population adulte – ainsi que par 16 millions d'entreprises, selon la BCB.**

Son succès s'explique notamment par sa simplicité d'usage⁶, sa disponibilité 24h/24h, son instantanéité et son faible coût. Depuis son lancement, **il aurait permis aux ménages et aux entreprises d'économiser 117 Md BRL⁷ (19 Md EUR)**, grâce à des frais nettement inférieurs du fait d'un nombre réduit d'intermédiaires. Pour les commerçants, un paiement via Pix coûte en moyenne quatre fois moins qu'une transaction par carte, selon la BCB.

L'outil est aujourd'hui utilisé par l'ensemble de la population, tous âges et niveaux de revenus confondus. Les 20-49 ans en restent toutefois les principaux utilisateurs, concentrant plus des trois quarts des transactions selon une étude de la FGV. **Au niveau régional, si la région Sud-Est reste celle où le volume d'opérations est le plus élevé, ce sont les États du Nord – Amazonas, Amapá, Pará, Acre et Roraima – qui réalisent le plus grand nombre de transactions par personne**, bien que les montants moyens y demeurent faibles (moins de 120 BRL – 19 EUR).

Le Pix a permis à plus de 70 millions de Brésiliens d'accéder au système financier, incitant des personnes

jusque-là exclues ou peu bancarisées à ouvrir un compte ou à l'utiliser plus activement, selon la Febraban. En 2020, le taux d'adhésion dans les municipalités les moins connectées au système bancaire, principalement situées dans le Nord, était inférieur de près de 15 points à celui des communes les mieux équipées, notamment dans le Sud ; en 2025, cet écart n'est plus que d'environ 5 points, illustrant la diffusion rapide du système dans les zones historiquement moins bien desservies. Selon la FGV, dans ces territoires, le manque d'alternatives de paiement, tant en nombre qu'en qualité, a accéléré l'adoption de Pix.

Le système a également dynamisé l'économie informelle et soutenu les petits entrepreneurs, en facilitant les paiements instantanés, notamment via WhatsApp ou via les réseaux sociaux où la preuve de paiement peut être envoyée immédiatement, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités économiques.

Au fil des années, le Pix a progressivement vu ses fonctionnalités s'élargir : paiement automatique de factures (*Pix Cobrança*), retrait chez les commerçants (*Pix Saque e Troco*), paiements programmés (*Pix Agendado*), transactions sans contact (*Pix por Aproximação*) et, bientôt, paiements en plusieurs fois (*Pix Parcelado*), dont le cadre réglementaire est attendu d'ici fin novembre. Cette fonction permettra au commerçant de recevoir immédiatement le montant total, tandis que le client pourra le régler en plusieurs échéances. La BCB prépare également le *Pix Duplicata* (destiné aux transactions interentreprises), ainsi que de **nouveaux dispositifs de sécurité⁸**.

³ Les cartes de crédit et débit représentent ensemble 24,8% des opérations en nombre de transactions.

⁴ Les retraits d'espèces ont par ailleurs reculé de 35% depuis 2020.

⁵ TED (Transferência Eletrônica Disponível) : virement bancaire classique brésilien permettant le transfert de fonds entre institutions financières. Les montants sont crédités le jour même, mais

uniquement pendant les heures ouvrables et moyennant des frais généralement plus élevés que ceux d'un paiement via Pix.

⁶ Le paiement par Pix possible à partir d'un simple numéro de téléphone.

⁷ Etude *Movimento Brasil Competitivo*.

⁸ Suite à la hausse des fraudes, la Banque centrale brésilienne a renforcé le cadre de sécurité du Pix, notamment en encadrant davantage les

Car si les avantages sont nombreux, les risques se sont parallèlement accrus : en 2025, la BCB a signalé plusieurs cyberattaques d'ampleur inédite, avec des montants détournés records. Parmi elles, celle visant C&M Software en juillet, qui a entraîné le détournement de 800 M BRL (130 M EUR) via Pix, ainsi que celle touchant Sinqia, avec un préjudice estimé à plus de 700 M BRL (113 M EUR) (voir [brèves du 8 septembre 2025](#)).

Le modèle du Pix suscite par ailleurs un intérêt croissant à l'international, plusieurs pays envisageant d'adopter des systèmes similaires. **Cette réussite a toutefois généré des tensions :** en juillet, l'administration américaine a ouvert une enquête commerciale⁹, estimant que le Pix pourrait nuire aux intérêts de certaines entreprises financières américaines en bousculant les modèles traditionnels de paiement (voir [brèves du 18 août 2025](#)). **L'enquête est encore en cours et pourrait aboutir à de nouvelles sanctions commerciales** si Washington considère que certaines pratiques brésiliennes nuisent aux intérêts américains.

Le Brésil atteint en 2024 son niveau de revenu le plus élevé et ses plus faibles taux de pauvreté et d'inégalités depuis 30 ans

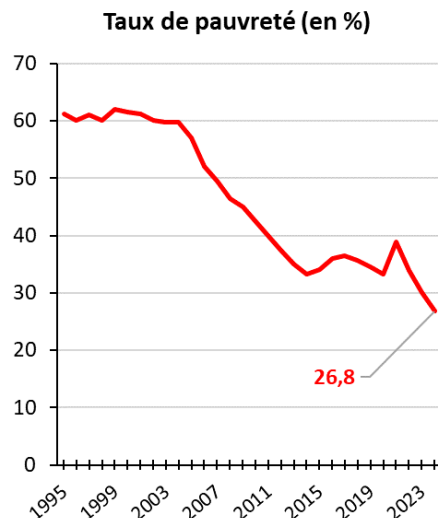
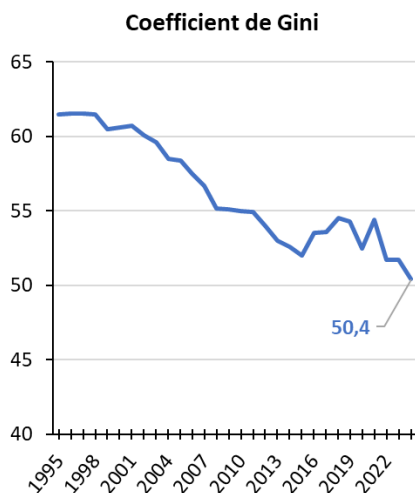
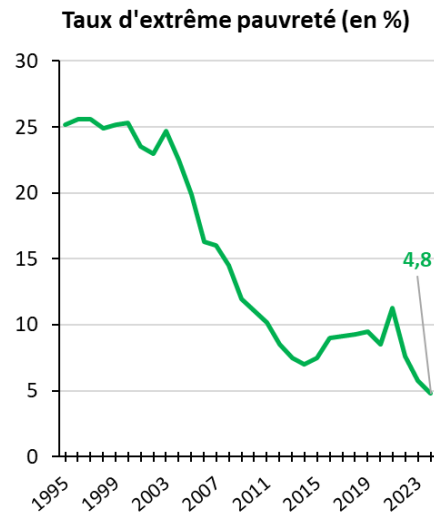
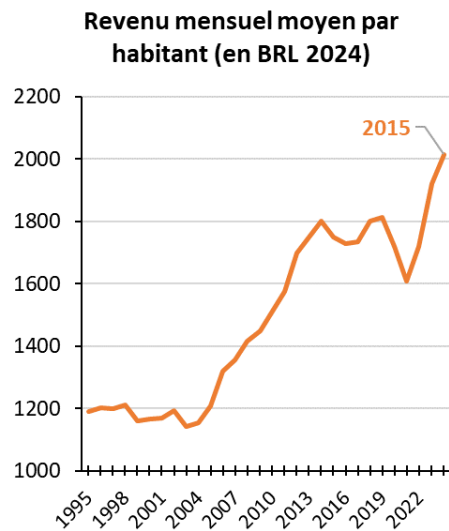
Le Brésil a enregistré en 2024 ses meilleurs niveaux de revenu, de réduction de la pauvreté et des inégalités depuis l'instauration du Plan Real, il y a 30 ans, selon une étude de l'Ipea fondée sur les données de l'IBGE. Le revenu moyen mensuel par habitant atteint 2 015 BRL (325 EUR), soit une progression réelle de 70% depuis 1995, correspondant à une croissance annuelle moyenne de 1,8% – supérieure à celle du PIB sur la période (1,3%). Le coefficient de Gini¹⁰ est passé de 61,5 à 50,4 (-18%), tandis que la part de la population vivant en situation d'extrême pauvreté est tombée sous la barre des 5%.

Ces progrès sur 30 ans n'ont toutefois pas été linéaires et se sont concentrés sur deux périodes : 2003–2014, puis 2021–2024, après une décennie marquée par la crise, une reprise lente et la pandémie. Entre 2021 et 2024, les améliorations ont été plus rapides que la moyenne observée entre le début des années 2000 et la récession des années 2010. Sur cette période récente, le revenu moyen par habitant a progressé de plus de 25% en termes réels, sa plus forte hausse depuis le Plan Real, tandis que le coefficient de Gini a reculé de 7% en trois ans.

intermédiaires technologiques, en introduisant des mécanismes d'alerte pour les transactions suspectes et en durcissant les sanctions. Elle prévoit également de permettre aux utilisateurs de bloquer la création de nouvelles clés Pix associées à leur CPF afin de limiter les ouvertures frauduleuses de comptes.

⁹ Enquête de l'USTR dans le cadre de la section 301 qui porte également sur d'autres sujets tels que déforestation en Amazonie ou encore la propriété intellectuelle.

¹⁰ Indicateur synthétique d'inégalité des revenus, variant de 0 (égalité parfaite) à 1 (inégalité maximale).



Source : Etude IPEA. Graphiques : SER

La pauvreté et l'extrême pauvreté ont atteint des niveaux historiquement bas.

Au milieu des années 1990, 60% de la population vivaient avec moins de 8,3 USD par personne et par jour (738 BRL par mois), et 25% avec moins de 3 USD (267 BRL par mois). **En 2024, ces proportions sont tombées à 26,8% et 4,8%, soit des reculs de 20 et 33 points de pourcentage respectivement.** Elles se situent désormais en dessous des niveaux pré-Covid, alors même que la pandémie avait entraîné une forte dégradation de ces indicateurs.

Source : Etude IPEA. Graphiques : SER

La forte amélioration des indicateurs sociaux ces dernières années résulte de deux moteurs principaux selon l'étude : le dynamisme du marché du travail et l'expansion des transferts sociaux,

chacun ayant contribué à hauteur d'environ la moitié à la réduction de la pauvreté et des inégalités entre 2021 et 2024. Les auteurs soulignent l'efficacité des programmes tels que Bolsa Família, BPC, Auxílio Brasil et Auxílio Emergencial à partir de 2020, en particulier grâce à l'élargissement des dispositifs comme Bolsa Família et BPC. Les dépenses associées à ces deux derniers programmes ont ainsi augmenté de 135% en termes réels entre 2019 et 2024, passant de 1,2% à 2,3% du PIB.

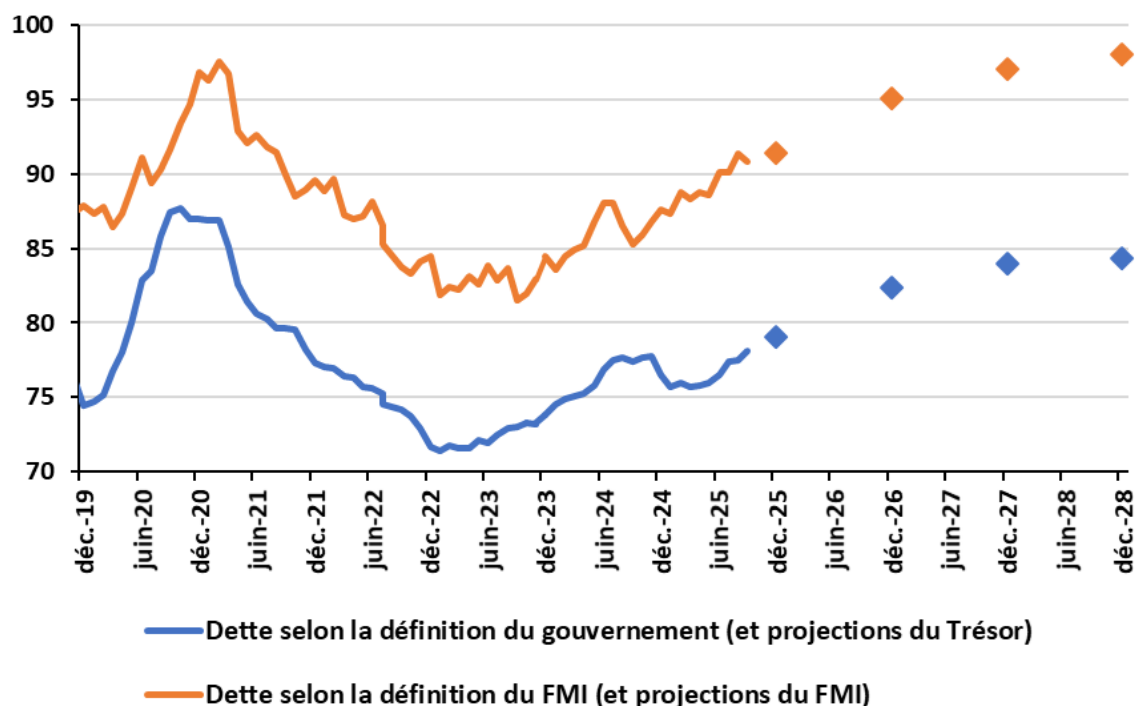
L'étude souligne toutefois que l'effet des transferts a commencé à s'atténuer entre 2023 et 2024, en raison de la fin du cycle d'expansion des programmes sociaux. Le marché du travail a néanmoins conservé une influence significative sur l'amélioration des indicateurs, expliquant la plus grande part de la réduction supplémentaire de la pauvreté et des inégalités au cours de cette période.

Compte tenu des contraintes budgétaires, les chercheurs estiment que le marché du travail restera le principal moteur d'amélioration sociale dans les années à venir. Toutefois ils n'anticipent pas d'ajustement budgétaire important, en raison du niveau encore élevé de vulnérabilité sociale et de l'approche des élections de 2026. Dans ce contexte contraint, la stratégie du gouvernement semble devoir surtout reposer sur des mesures ciblées, à l'image de celles déjà mises en œuvre, telles que le programme Pé de Meia (incitation financière au maintien dans le système scolaire), le mécanisme de « cashback » introduit par la réforme fiscale, ou encore la réforme de l'impôt sur le revenu.

* * *

Graphique de la semaine

Encours de la dette publique brute et projections (en % du PIB)



Note : La dette brute selon la définition du FMI inclut la portion de la dette détenue par la Banque centrale du Brésil à des fins de politique monétaire, tandis que la définition du BCB ne la prend pas en compte.

Source : Banque Centrale du Brésil, Trésor National brésilien

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasília.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier) et Antoine Smeekaert (Stagiaire).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr